



MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

MISSION D'ASSISTANCE À MAITRISE D'OUVRAGE ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE POUR L'AGORAH

MARCHE 01/2017

01 – CAHIER DES CHARGES VALANT ACTE D'ENGAGEMENT (CCVAE)

Etabli conformément à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics (dénommée ci-après « ordonnance ») et à son décret d'application n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics (dénommé ci-après « décret »).

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE I - DISPOSITION DU MARCHE.....	4
1. CHAPITRE I - DISPOSITION DU MARCHE.....	4
1.1. OBJET DU MARCHE.....	4
1.2. DUREE DU MARCHE.....	4
1.3. CONTEXTE	4
1.4. DEFINITION DE LA MISSION	4
1.5. MODALITE D'EXECUTION DE LA PRESTATION	5
1.5 Désignation des contractants et élection de domicile	5
1.6.1 Pouvoir adjudicateur	5
1.6.1 Titulaire	6
1.6.2 Représentation des parties.....	6
1.7 Contractant unique	6
2.1 Pièces particulières.....	6
2.2 Pièces générales.....	6
3.1 Dispositions générales	7
3.2 Secret professionnel	7
3.3 Suspension de la mission.....	8
3.4 Personnel spécialement affecté à l'exécution du marché.....	8
3.5 Ordre de service délivrés par le Pouvoir adjudicateur.....	8
3.6 Forme des notifications et communications.....	8
3.7 Exécution aux frais et risques du titulaire	9
3.8 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	9
4.1 Choix de l'unité monétaire de règlement.....	9
4.2 Contenu des prix pratiqués.....	9
4.3 Caractère du prix.....	10
4.4 actualisation des prix	10
6.1 Périodicité des paiements	10
6.2 Modalités de facturation	10
6.3 Modalités de paiement.....	10
	11

7.1	Délais de présentation des livrables	11
7.2	Format et support choisis pour la remise des livrables	11
	.....	11
8.1	Pénalités de retard	12
8.2	Autres pénalités	12
	.....	12
9.1	Dispositions générales	12
9.2	Régime des droits.....	12
9.3	Assistance due par le titulaire du marché	13
	.....	13
10.1	Résiliation du fait du Pouvoir Adjudicateur pour motif d'intérêt général	13
10.2	Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particuliers	13
	.....	14
	.....	14
	.....	14
13.1	Cas de force majeure	14
13.2	Langue.....	14
13.3	Cession.....	14
	.....	15
2.	CHAPITRE II – ENGAGEMENT DU TITULAIRE	15
	CHAPITRE II - ENGAGEMENT DU TITULAIRE.....	29

1. CHAPITRE I - DISPOSITION DU MARCHE

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

1.1. OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) administrative et financière pour l'AGORAH.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans minimum mais avec un maximum en valeur de 30 000 € HT sur la durée totale du marché.

Les prestations sont détaillées au sein du présent Cahier des Charges Valant Acte d'Engagement (CCVAE).

1.2. DUREE DU MARCHE

La durée du présent marché s'étalera sur 7 mois de juin 2017 au 31 décembre 2017.

Les délais d'exécution de chaque élément de mission figurent à l'article 7.1 du présent CCVAE.

1.3. CONTEXTE

1.3.1 Présentation de l' AGORAH

L'AGORAH, association loi 1901, est une agence d'urbanisme de la Réunion qui a pour mission d'animer la réflexion stratégique et prospective dans le domaine de l'aménagement et du développement du territoire. En s'appuyant sur ses principes fondateurs que sont l'observation, l'expertise et l'animation des centres de ressources, l'agence développe des réflexions couvrant différents champs dont ceux de l'environnement, de l'habitat, de l'urbanisme et de l'économie.

1.3.2 Lieu d'exécution

Les prestations pourront être exécutées dans les locaux du titulaire :

140 rue Juliette Dodu

CS 91092

97404 SAINT DENIS CEDEX

Le titulaire aura également à se rendre chez les partenaires de l'AGORAH.

1.4. DEFINITION DE LA MISSION

1.4.1. Assistance financière

Le titulaire doit l'assistance afin de consolider le budget 2017 de l'Agence via la recherche de nouveaux partenaires et de nouvelles conventions dans les domaines de compétences de l'Agence.

A ce titre, le titulaire devra :

- s'assurer de l'équilibre budgétaire à la mi-année ;
- contrôler les dépenses dans les limites du prévisionnel voté ;

1.4.2. Assistance administrative

Le titulaire doit l'assistance dans la mise en œuvre des nouveaux statuts de l'Agence.

A ce titre, le titulaire devra :

- animer les comités techniques partenariaux qui se réunissent chaque trimestre (préparer l'ordre du jour, rédiger le compte rendu, animer les séances et proposer un relevé de conclusion) ;
- préparer en concertation avec la Présidente les Conseils d'Administration et les Assemblées générales ;
- suivre les rendus des études de l'Agence et le respect des conventions ;
- répondre aux attentes des responsables de pôle sur les productions auprès des partenaires
- être présent aux moments importants de la vie de l'Agence tels que Comité technique ; Conseil d'Administration, Assemblée générale et des rendez-vous important avec les partenaires.

1.5. MODALITE D'EXECUTION DE LA PRESTATION

La présence souhaitée de manière indicative et non contractuelle est de :

Minimum : 4 j/mois

Maximum : 10 j/Mois

La présence se fera sur demande de l'Agence et sera précisé que le titulaire ne peut en aucun cas sous-traiter les prestations au présent marché. Le titulaire doit avoir une connaissance et une solide expérience dans l'Aménagement du Territoire, déchets, Urbanisme, Economie et l'Habitat.

1.5.1. Modalités d'émission des bons de commande

Les prestations s'exécuteront par émission de bons de commande fixant notamment les quantités, la nature et prix unitaire de la prestation par référence au prix indiqué au présent CCVAE.

Les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire du marché. Les bons de commande seront transmis par télécopie ou courrier électronique ou éventuellement remis au Titulaire contre récépissé. La date figurant sur le récépissé d'envoi de l'Agence fait foi en ce qui concerne la date de notification du bon de commande. Seul le bon de commande émis par l'Agence vaut ordre d'exécution.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

1.5.2. Contenu du bon de commande

- la référence au marché,
- la date de la commande,
- la prestation demandée,
- la quantité commandée,
- le montant unitaire hors TVA de la prestation,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations toutes taxes comprises,
- l'adresse de facturation,
- la date et la signature de la personne habilitée à engager l'Agence.

1.5 DESIGNATION DES CONTRACTANTS ET ELECTION DE DOMICILE

1.6.1 POUVOIR ADJUDICATEUR

Pouvoir adjudicateur :

L'Agence pour l'Observation de la Réunion, l'Aménagement et l'Habitat (AGORAH)

Association Loi 1901, domiciliée :
140 Rue Juliette Dodu-CS 91092

Enregistrée au Journal Officiel du 29 Octobre 1991.

Représentée aux présentes par Madame Fabienne COUAPEL-SAURET, Présidente de l'AGORAH.

1.6.1 TITULAIRE

Le titulaire du marché désigné au présent Cahier des Charges valant Acte d'engagement (CCVAE) est dénommé ci-après le « **titulaire** ».

Tous les documents relatifs au présent marché et destinés au titulaire sont adressés au domicile élu figurant au CCVAE.

En cas de modification de domicile élu, le titulaire en avertit le Pouvoir Adjudicateur par lettre recommandée avec accusé de réception.

1.6.2 REPRESENTATION DES PARTIES

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG-PI, dès la notification du marché, le titulaire et le Pouvoir Adjudicateur désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au Pouvoir Adjudicateur ou au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires du CCVAE sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le Pouvoir Adjudicateur en cours d'exécution du marché.

1.7 CONTRACTANT UNIQUE

Le contractant unique est une personne physique ou morale qui est désignée au présent CCVAE.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante (à savoir qu'en cas d'omission, imprécision ou contradiction entre elles, elles s'interpréteront dans cet ordre) :

2.1 PIECES PARTICULIERES

- Le présent Cahier des Charges valant Acte d'Engagement (CCVAE) dans sa version résultant des dernières modifications éventuelles,
- Les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le Pouvoir Adjudicateur,
- Le mémoire technique remis par le titulaire dans son offre,

2.2 PIECES GENERALES

- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles** (CCAG-Prestations Intellectuelles) approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (NOR : ECEM0912503A),
- Les normes et règlements approuvés par arrêtés ministériels applicables aux prestations faisant l'objet du marché.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de la date limite de remise des offres.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

ARTICLE 3. CONDITIONS D'EXECUTION DES ETUDES

3.1 DISPOSITIONS GENERALES

Le Titulaire déclare prendre en charge les prestations du marché en toute connaissance de cause.

Pendant toute la durée du contrat, le Titulaire est seul responsable de toutes les conséquences découlant de l'exécution du contrat, du fait des méthodes employées, du fait de son personnel et de l'usage du matériel. Il garantit le pouvoir adjudicateur contre tout recours.

En cas d'accident, incident ou détérioration causés au matériel du titulaire ou à son personnel du fait d'un tiers, c'est-à-dire, toute personne, physique ou morale, publique ou privée, les témoignages et renseignements qui auront pu être recueillis par le Pouvoir Adjudicateur seront communiqués au titulaire auquel il incombera de poursuivre le recouvrement du dommage.

Le titulaire est tenu de notifier au Pouvoir Adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Par dérogation à l'article 3.4.2 du CCAG-PI, le titulaire devra transmettre les informations indiquées plus haut dans un délai de quinze (15) jours à compter de la survenance de la modification.

Par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG-PI, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché sera remis au titulaire sur sa demande écrite.

3.2 SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de la mission y compris ceux n'étant pas signalés comme présentant un caractère confidentiel, **par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG-PI**. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Cet accord engage le titulaire, qui sera tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution de sa mission.

Il s'interdira, notamment, toute communication écrite ou verbale sur ce sujet, ainsi que toute remise de document relatif à la mission à des tiers sans accord préalable du Pouvoir Adjudicateur ou de son représentant.

Par ailleurs, il s'interdira toute publication partielle ou totale de tous documents et informations dont il aura eu connaissance dans le cadre de la mission définie ci-dessus.

Les méthodes et le savoir-faire du titulaire étant compris dans l'objet du marché, le Pouvoir Adjudicateur n'est pas tenu de les garder confidentiels.

Les opérations de communication éventuelles telles que communiqués de presse, articles publicitaires ou rédactionnels, conférences seront soumises à l'accord des deux parties.

Le titulaire, pour l'exécution de la présente clause, répond des salariés comme de lui-même.

3.3 SUSPENSION DE LA MISSION

La suspension de la mission peut être demandée par le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant. Elle peut également être constatée par le titulaire si, du fait d'événements extérieurs, mettant en cause le déroulement de l'opération et ne relevant ni de son fait, ni de la force majeure, sa mission ne peut se poursuivre dans les conditions du présent marché. La suspension est notifiée à l'autre partie par celle qui la demande ou la constate.

Sauf accord entre les parties, à défaut de reprise de la mission, pour quelque cause que ce soit, dans un délai de 90 jours suivant la réception de la notification de la suspension, le contrat pourra être résilié du fait de l'une ou de l'autre partie dans les conditions prévues au CCAG-PI.

3.4 PERSONNEL SPECIALEMENT AFFECTE A L'EXECUTION DU MARCHE

Le Pouvoir Adjudicateur considère que la bonne exécution des prestations dépendra essentiellement de la personne qui s'y trouvera nommément désignée pour ce faire.

De fait, tout changement de personnel et de responsable affecté à l'exécution du présent marché et dont le nom figure dans le mémoire technique du titulaire devra être notifié immédiatement au Pouvoir Adjudicateur.

Les remplaçants devront au minimum être aussi compétents que les agents proposés initialement.

Pour ce faire, le titulaire fournira le CV, les informations relatives aux qualifications et à l'expérience de chaque nouvel agent. Ces derniers ne pourront commencer à exécuter les prestations qu'après avoir obtenu l'agrément du Pouvoir Adjudicateur.

Le remplaçant est considéré comme accepté si le Pouvoir Adjudicateur ne le récuse pas dans un délai de deux mois à compter de la communication du changement par le titulaire.

Si le Pouvoir Adjudicateur récuse le remplaçant, le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours pour désigner un autre remplaçant et en informer le Pouvoir Adjudicateur.

A défaut de désignation, ou si le remplaçant est récusé, le marché est résilié aux torts du titulaire dans les conditions fixées au CCAG-PI.

3.5 ORDRE DE SERVICE DELIVRES PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Les décisions du Pouvoir Adjudicateur prennent la forme d'un ordre de service qui est un document écrit devant être notifié au titulaire. L'ordre de service est écrit, daté, numéroté et signé dans les conditions fixées par l'article 3.8 du CCAG-PI.

L'ordre de service est remis au titulaire contre récépissé, ou adressé par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courrier électronique ou par télécopie.

En cas de notification effectuée par télécopie, la date et l'heure figurant sur le récépissé d'envoi du Pouvoir Adjudicateur ou de son représentant font foi en ce qui concerne la date de notification. En cas de notification effectuée par courrier électronique, la date et l'heure figurant sur le récépissé d'envoi du Pouvoir Adjudicateur ou de son représentant font foi en ce qui concerne la date de notification.

3.6 FORME DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS

En complément de l'article 3.1 du CCAG-PI, la notification d'une décision ou communication du Pouvoir Adjudicateur peut se faire par courrier électronique ou par télécopie.

En cas de demande effectuée par télécopie, la date et l'heure figurant sur le récépissé d'envoi du Pouvoir Adjudicateur ou de son représentant font foi en ce qui concerne le point de départ du délai. En cas de demande effectuée par courrier électronique, la date et l'heure figurant sur le récépissé d'envoi du Pouvoir Adjudicateur ou de son représentant font foi en ce qui concerne le point de départ du délai.

3.7 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le Titulaire sera impérativement tenu au respect des obligations contractuelles prévues au présent marché. S'il se trouve dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations, pour une raison quelconque, il doit en informer immédiatement le pouvoir adjudicateur par télécopie et en donner confirmation écrite par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans cette hypothèse, il pourra être fait application de l'article 36 du CCAG-PI qui prévoit l'exécution de la prestation par un autre moyen aux frais et risques du Titulaire. Si le Pouvoir Adjudicateur prend la décision de mettre en œuvre cette procédure, le Titulaire en sera informé par lettre recommandée avec avis de réception.

3.8 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail citées ci-dessous, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Les huit conventions fondamentales de l'OIT, ratifiées par la France, sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à une modification du marché conformément à l'article 3.3 du présent CCVAE.

Le titulaire peut demander au pouvoir adjudicateur, du fait des conditions particulières d'exécution du marché, de transmettre, avec son avis, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

ARTICLE 4. PRIX DU MARCHÉ

4.1 CHOIX DE L'UNITE MONETAIRE DE REGLEMENT

L'unité monétaire de compte et de règlement du présent marché est l'Euro.

Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation du taux de change.

4.2 CONTENU DES PRIX PRATIQUES

Les prix du marché comprennent les frais correspondants à l'obligation faite au titulaire de maintenir les moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue de répondre à l'ensemble des obligations visées par le marché.

Les prix indiqués au présent CCVAE comprennent toutes les sujétions découlant des circonstances de temps et de lieux dans lesquelles la prestation concernée doit être réalisée.

Les prestations non explicitement décrites dans les pièces contractuelles, mais néanmoins nécessaires à la bonne exécution et au respect des règles de l'art sont réputées prévues dans l'offre et ne feront l'objet d'aucune plus-value.

Le prix du marché inclut la rémunération forfaitaire du titulaire au titre de la cession des droits de propriété intellectuelle, correspondant à 10% du prix du marché hors taxe.

Les prix sont donc réputés complets, comprenant tous les frais engagés par le Titulaire pour l'exécution du marché (taxes, impôts, recherche documentaire, frais de secrétariat et de correspondance y compris télécommunications, entretien téléphonique de présentation des livrables, **frais de déplacement et de séjour**, réunion techniques, comité de pilotage...).

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes de ces circonstances et a élaboré ses prix en connaissance de cause.

4.3 CARACTERE DU PRIX

Le marché est traité à prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées en application des prix figurant au présent CCVAE, dans la limite du montant maximum d'engagement tel qu'il figure plus haut.

4.4 ACTUALISATION DES PRIX

Les prix sont fermes.

ARTICLE 5. AVANCE ET ACOMPTES

Aucune avance ne sera versée au Titulaire.

Aucun acompte ne sera versé au Titulaire.

ARTICLE 6. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

6.1 PERIODICITE DES PAIEMENTS

Le Titulaire établira une facture après l'admission des fournitures objet du bon de commande. Le Titulaire devra joindre une copie du bon de commande à sa facture.

6.2 MODALITES DE FACTURATION

L'entreprise titulaire sera payée sur factures.

Les factures seront établies en un original et 2 copies portant, outres les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom et adresse du créancier,
- son numéro SIREN et son code APE,
- le numéro de son compte bancaire ou postal,
- la date et le numéro du marché et de chaque avenant, le cas échéant,
- la prestation exécutée,
- le montant TVA de la prestation exécutée, révisé le cas échéant
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total de la prestation exécutée toutes taxes comprises, révisé le cas échéant
- la date de la facture.

Au cas où une partie des prestations n'aurait pas été réalisée, conformément aux dispositions du présent marché, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'en précompter automatiquement le montant sur le ou les prochains paiements.

6.3 MODALITES DE PAIEMENT

Le paiement interviendra par virement bancaire dans un délai de trente (30) jours maximum à compter de la réception de la facture par les services du Pouvoir Adjudicateur.

Il sera fait application des dispositions de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière, du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le présent marché est financé à 100% par les fonds propres de l'AGORAH.

Les factures seront transmises à l'adresse suivante :

Madame la Présidente de l'AGORAH
140 rue Juliette Dodu
CS 91092
97404 SAINT DENIS CEDEX

ARTICLE 7. MODALITES D'ETABLISSEMENT DES LIVRABLES

7.1 DELAIS DE PRESENTATION DES LIVRABLES

Les livrables tels les ordres du jour, compte-rendu etc. sont livrés dans les délais fixés d'un commun accord avec le Pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 26.4.2 du CCAG PI, le titulaire n'a pas à aviser le Pouvoir Adjudicateur de la date à partir de laquelle les documents lui seront présentés.

Les documents à produire par le titulaire doivent être transmis par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le Pouvoir adjudicateur.

7.2 FORMAT ET SUPPORT CHOISIS POUR LA REMISE DES LIVRABLES

L'ensemble des livrables produits dans le cadre de l'exécution de la présente mission sera fourni par le titulaire en en format papier et un exemplaire en format informatique dans les formats standard.

L'ensemble des documents à remettre par le titulaire devront également faire l'objet d'un envoi par voie électronique à l'adresse e-mail communiquée par le Pouvoir Adjudicateur.

ARTICLE 8. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, il sera fait application, sans mise en demeure préalable, des pénalités indiquées ci-dessous.

L'application de ces pénalités ne fait pas obstacle à la mise en œuvre de la résiliation du marché.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-PI, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

L'application des pénalités prévues au présent article pourra être cumulative.

Les pénalités ne s'appliqueront pas aux cas de force majeure et dans les cas dûment motivés par le Titulaire et acceptés par le Pouvoir Adjudicateur.

Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré et il ne sera pas tenu compte du jour de la réalisation effective de la prestation attendue.

Les pénalités forfaitaires s'entendent hors champ d'application de la TVA.

8.1 PENALITES DE RETARD

En cas de non-respect des délais de réalisation des prestations figurant à l'article 7.1 du présent document: 20 € par jour de retard.

8.2 AUTRES PENALITES

- a) En cas d'absence à une réunion après convocation de l'Agence confirmée par le titulaire: 50 €,
- b) Pour tous manquements aux dispositions du présent marché et/ou du mémoire technique remis par le titulaire dans son offre : une pénalité de 50 € (cinquante euros) par jour jusqu'à la mise en œuvre des mesures correctives à ces manquements, le cas échéant.

ARTICLE 9. DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE

9.1 DISPOSITIONS GENERALES

L'utilisation des résultats est régie par le CCAG-PI. Il est entendu que les résultats au sens du présent CCVAE s'entendent des résultats tels que définis par l'article 23.1 du CCAG-PI et des prestations qui seraient inachevées, qu'elles aient ou non été payées par le pouvoir adjudicateur, au jour de la résiliation anticipée ou de la défaillance de l'un des membres du groupement lorsque le titulaire est un groupement de personnes.

Le titulaire du marché s'engage à ne pas faire obstacle à l'utilisation, par le Pouvoir Adjudicateur, de ses prestations inachevées, en ne divulguant pas les dites prestations au motif de leur inachèvement. Il s'engage à transférer au Pouvoir Adjudicateur tous les travaux et ébauches de travaux réalisés en exécution du marché.

9.2 REGIME DES DROITS

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du Pouvoir Adjudicateur et du titulaire en la matière est : **l'option B (cession des droits du titulaire du marché au Pouvoir Adjudicateur) telle que définie au chapitre V du CCAG PI.**

En contrepartie de la rémunération versée au titulaire du marché, celui-ci cède au Pouvoir Adjudicateur et aux tiers, à titre exclusif, pour le monde entier et pour toute la durée légale des droits d'auteur, les droits de propriété intellectuelle qu'il détient ou qu'il a obtenus de l'auteur sur les prestations accomplies en exécution du marché.

Ces droits comprennent, notamment, dans le respect des droits moraux de l'auteur :

- Pour le droit de reproduction : le droit de reproduire, de faire reproduire ou d'autoriser un tiers à reproduire, sans limitation de nombre, tout ou partie des résultats, sur tout support et/ou moyen notamment support papier, optique, magnétique, numérique, informatique ou électronique ; reproduction au sein d'une base de données ou photothèque analogique ou numérique, pour les besoins de l'objet du marché ;
- pour le droit de représentation : le droit de représenter, de faire représenter ou d'autoriser un tiers à représenter les résultats par tout moyen de diffusion, notamment par voie d'exposition, et/ou support électronique, numérique, informatique, télématique, de télécommunications et de communication électronique, par les réseaux notamment internet et/ou intranet et ce, auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, pour les besoins de l'objet du marché ;
- pour le droit de distribuer : le droit de distribuer, de faire distribuer ou d'autoriser un tiers à distribuer les résultats, notamment par la mise sur le marché, à titre onéreux ou gratuit, en tout ou partie, par tout procédé et sur tout support et ce, pour tout public et sans limitation
- pour le droit d'adaptation : le droit d'adapter, de faire adapter ou d'autoriser un tiers à adapter les résultats, notamment en les modifiant par ajout, par suppression, par réorganisation ou retouche des différents éléments constitutifs du résultat, par fusion avec d'autres documents ou résultats issus du marché, par retouche du format des résultats, par traduction dans une autre langue, dans le respect du droit au respect de l'auteur, et ce, en une ou plusieurs fois ;

Toute exploitation à des fins commerciales des résultats, hormis dans les cas par ailleurs prévus par le présent marché, sera soumise à l'accord préalable du titulaire, et devra faire l'objet d'une convention spécifique délimitant l'objet de l'exploitation commerciale, la rémunération subséquente au bénéfice du titulaire.

Par ailleurs, au titre du présent contrat, le Pouvoir Adjudicateur dispose du droit de rétrocéder à des tiers de son choix, en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit, notamment par une cession, une licence ou tout autre type de contrat, sous toute forme, tout ou partie des droits cédés à titre temporaire ou définitif.

En tant que de besoin et en fonction de l'état de la technique au jour de la signature des présentes la cession porte sur l'utilisation des résultats sur tout format présent et à venir linéaire ou non-linéaire, tout vecteur de communication et support de toute nature, tels que tout moyen électronique, de télécommunication et de communication électronique, intranet, internet, extranet, ADSL, WAP, i-mode, GSM, GPRS, UMTS et sur tout support présent et à venir, notamment papier, électronique, magnétique, disque, réseau, disquette, CD ou DVD.

9.3 ASSISTANCE DUE PAR LE TITULAIRE DU MARCHÉ

Le titulaire du marché s'engage à apporter au Pouvoir Adjudicateur l'assistance indispensable à l'exercice des droits nécessaires à l'exploitation des résultats.

Cette assistance est incluse dans le prix du marché et ne pourra faire l'objet d'aucune rémunération supplémentaire.

ARTICLE 10. RESILIATION DU MARCHÉ

Le marché sera résilié dans les conditions définies au CCAG-PI. Les paragraphes prévus à cet article s'ajoutent ou dérogent aux articles du CCAG-PI.

10.1 RESILIATION DU FAIT DU POUVOIR ADJUDICATEUR POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Par dérogation aux articles 33 et 34 du CCAG-PI, dans le cas où le Pouvoir Adjudicateur résilie le marché, en tout ou partie, sans qu'il y ait faute du titulaire, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant hors TVA, non révisé, de la partie résiliée du marché, un pourcentage égal à 4,00 %.

10.2 RESILIATION DU MARCHÉ AUX TORTS DU TITULAIRE OU CAS PARTICULIERS

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 29 à 36 inclus du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 30 et 32 du CCAG-PI et **par dérogation à l'article 34 du CCAG-PI**, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le Pouvoir Adjudicateur est rémunérée avec un abattement de 10 %. Toutefois dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (Art. 30.1 du CCAG-PI), les prestations sont réglées sans abattement.

En cas de résiliation, le Pouvoir Adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 36 du CCAG-PI. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, **et par dérogation à l'article 34.5 du CCAG-PI**, la notification du décompte de résiliation par le pouvoir adjudicateur au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.

En complément à l'article 32 du CCAG PI, en cas de non production dans les huit (8) jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 48 et 51 du Décret ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Enfin, conformément à l'article L8222-6 du code du travail, dès lors que le titulaire du présent marché se trouve en situation irrégulière au regard des formalités exigées aux articles L8221-3 et L8221-5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur pourra mettre en demeure ce dernier de prouver qu'il a mis fin à cette situation.

Si la mise en demeure reste infructueuse après un délai de deux mois, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

ARTICLE 11. ASSURANCE

Le titulaire doit justifier, avant la notification du marché, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber à quel que titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants ou cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement, à raison des dommages de toute nature causés au tiers, y compris au Pouvoir Adjudicateur. Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée du contrat.

Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité.

Il s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités.

ARTICLE 12. REGLEMENT DES LITIGES

Tous les documents, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français. Si les documents fournis par le titulaire ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Il en est de même s'agissant des réunions ou discussions qui auront lieu dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Les contestations qui peuvent naître entre l'AGORAH et l'entreprise titulaire au sujet du présent marché, seront portées devant le tribunal de Commerce territorialement compétent.

ARTICLE 13. CLAUSES COMPLEMENTAIRES

13.1 CAS DE FORCE MAJEURE

Si, durant le présent contrat, un cas de force majeure interrompt le service, en totalité ou partiellement, les parties se concerteront pour examen des conditions dans lesquelles une poursuite totale ou partielle du service pourra être entreprise. Elles arrêteront, le cas échéant, les nouvelles conditions contractuelles adaptées à ces circonstances.

13.2 LANGUE

Tous les documents, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français. Si les documents fournis par le titulaire ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Il en est de même s'agissant des réunions ou discussions qui auront lieu dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

13.3 CESSIION

Le présent marché ne peut être cédé par le Titulaire sans l'accord exprès du Pouvoir Adjudicateur. Le Titulaire doit en informer par écrit le Pouvoir Adjudicateur, au moins deux (2) mois avant la date envisagée de cession, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Sa demande doit être accompagnée d'un ou plusieurs dossiers établis par le ou les repreneurs potentiels précisant les services cédés et les moyens mis en œuvre pour les assurer, leur engagement à poursuivre l'exécution du contrat dans les conditions prévues initialement.

Le Pouvoir Adjudicateur fait connaître sa position au plus tard le mois suivant la réception de la demande accompagnée des dossiers nécessaires. Dans l'hypothèse où le cessionnaire ne présenterait pas toutes les garanties au vu desquelles le marché a été conclu, l'agrément pourra être refusé.

En cas d'agrément, le cessionnaire sera subrogé dans les droits et obligations du cédant résultant du présent marché, ce qui devra être au préalable acté par voie de modification du marché.

A défaut d'agrément, le Titulaire devra, pour permettre la continuité du service, poursuivre l'exécution de son marché pendant toute la durée restant à courir ou le marché sera résilié aux torts du titulaire dans les conditions fixées au CCAG-PI.

La mise en location-gérance est soumise aux mêmes règles d'information et d'agrément que la cession partielle ou totale.

Le non-respect de ces dispositions entraînera de plein droit la résiliation du marché sans indemnité pour le Titulaire.

ARTICLE 14. DEROGATIONS AU C.C.A.G. PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Articles du CCVAE concernés	Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé
2	4.1
3.1	3.4.2 et 4.2.2
3.2	5.1.1
7.1	26.4.2
8	14 et 14.3
8.1	14
10.1	33 et 34
10.2	34 et 34.5

2. CHAPITRE II – ENGAGEMENT DU TITULAIRE

Je soussigné (*nom, prénom*) :

.....
.....

Agissant au nom et pour le compte de (*intitulé complet et forme juridique de la société*) :

.....
.....

Ayant son siège social à (*adresse complète*) :

.....
.....

N° de téléphone :

E-mail :

- Après avoir pris connaissance du présent document, **que je déclare accepter**,

- 1) **M'engage**, conformément aux stipulations du présent document, à exécuter les prestations demandées, objet du marché, dans les conditions fixés au présent cahier des charges valant acte d'engagement (CCVAE) et par application du montant global et forfaitaire total indiqué dans le tableau ci-dessous :

➤ **Prix unitaire pour une journée de présence / travail :**

Prestations	MONTANT € HT	MONTANT TVA	MONTANT € TTC
Une journée de présence / travail			

Taux de la TVA: 8,5%

Prix unitaire pour une journée de présence / travail (€ TTC) pour l'exécution des prestations prévues au présent marché arrêté en lettres à :

.....

PARTIE À REMPLIR PAR LE(S) TITULAIRE(S)

A _____, le _____

Mention(s) manuscrite(s) «Lu et approuvé » + SIGNATURE(s) **originale(s)** DU (des) TITULAIRE(S)

Nom :

Prénom :

Qualité :

- 2) **Atteste sur l'honneur** sous peine de résiliation de plein droit du marché public à mes torts exclusifs, ou aux torts exclusifs de la société pour laquelle j'interviens :
 - a) ne pas faire l'objet d'une interdiction de concourir au sens de l'article 45 et 48 de l'Ordonnance,
 - b) être en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- 3) **Demande** que l'AGORAH règle les sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte suivant :

Bénéficiaire :

Établissement tenant le compte du bénéficiaire :

Code établissement :

Code guichet :

Numéro du compte :

Clé R.I.B. :

JOINDRE UN R.I.B.

Délai de validité de l'offre : 60 jours à compter de la date limite de remise des offres.



Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement :

PARTIE A REMPLIR PAR LE REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

A SAINT DENIS, le _____

pour la Présidente et par délégation,